

Les politiques publiques de l'aide alimentaire depuis 1980

Matthieu Duboys de Labarre, Sociologue, Maître de conférence,
CESAER UMR1041, INRAE, Institut Agro, Université Bourgogne
Franche-Comté

L'INSTITUT NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT

Introduction

- Présentation qui s'appuie sur une recherche interventionnelle Empowerment, Comportements Alimentaires et Economie Solidaire (ECOALES, 2012-2016) basé sur l'intervention Uniterres de l'ANDES (Association Nationale des Epiceries Solidaires).
- Histoire récente (1980) des liens entre politiques publiques et aide alimentaire.
- Evolutions des logiques administratives d'encadrement et de financement.
- Ouverture sur les nouveaux enjeux.

Pour aller plus loin: Duboys de Labarre M., Crenn C., « De quoi la sécurisation alimentaire des “démunis” est-elle le nom ? », in « Sécuriser l'alimentation », Socio-anthropologie, (39), 2019

Les logiques de l'aide alimentaire : de l'économie de la charité à la « durabilité »

L'aide alimentaire comme variable d'ajustement de la surproduction

- 1987 le Programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis (PEAD), 2004 le Programme national d'aide alimentaire (PNAA), 2014 le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD).
- Une partie de l'approvisionnement de l'aide alimentaire se tourne vers des sources évitant le « gaspillage » : récupération des invendus, lots comportant des défauts ou excédents agricoles. Loi Garot (2016).
- La nouvelle économie de la charité (Fabian Kessl).

Les « populations précaires » : une cible prioritaire de santé publique

- Plan alimentation et insertion (PAI, 2003), enquête ABENA (Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire, financée par le PNAA en 2005) et Plan National Nutrition Santé 2 (2006).
- Inflexion portée par la Direction Général de la Cohésion Social (DGCS) et des chercheurs en santé public.
- Question de la qualité nutritionnelle (en particulier autour des légumes) et de la responsabilité et des savoirs faire.
- Des tensions entre les deux premières strates.

Aide alimentaire et agriculture « durable »

- A partir de 2010 émergence d'une nouvelle strate.
- Irriguée par les idées de la consommation critique (vis-à-vis des sources conventionnelles) et du rétablissement d'un lien entre producteurs et consommateurs.
- Deux notions clés : démocratie alimentaire et droits à l'alimentation.
- Porté principalement par des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, des organisations agricoles et des chercheurs.

Evolutions des logiques administratives d'encadrement et de financement

Passage d'une logique caritative à une logique d'insertion sociale

- Passage de la figure du pauvre objet de don à la personne en situation de précarité acteur de sa réinsertion.
- Une innovation emblématique: les épiceries.

Rationalisation de l'aide alimentaire : le renforcement du contrôle administratif

- Rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) et du CGAAER (Conseil général de l'agriculture de l'alimentation et des espaces ruraux) 2008, Cour des comptes 2009.
- Meilleure gestion des appels d'offres: optimisation de l'argent public.
- Mise en place progressive de système de « traçabilité » (flux alimentaires et bénéficiaires) : 2009 et 2012.
- Bouleversent les rapports entre les différents acteurs de l'aide alimentaire (exemple de l'ANDES).

Décentralisations des financements : modes d'action par projet

- PNNS 2, 2006, PNA, 2010: une logique de décentralisation de l'action et le financement sur appel à projet.
- Une multiplication des sources de financement : services déconcentrés, collectivités territoriales, fondations.
- L'exemple d'Uniterres.

Conclusion : Les nouveaux enjeux

- 
- La question de l'approvisionnement : le paradoxe de la lutte contre le gaspillage.
 - De la responsabilité des « bénéficiaires » à un droit à l'alimentation universelle (la sécurité sociale de l'alimentation).
 - Vers des solutions pragmatiques et inclusives?
- 